

GROUPE ST GERMAIN

UN GROUPE DE REFLEXION SOCIALE DE CADRES CHRETIENS

vous propose

UN APERÇU DE L'ACTUALITE DU DEVELOPPEMENT DE L'AUTOMNE 2008

Pourquoi ? Pour quatre raisons :

- **le foisonnement de l'actualité**, et la difficulté pour tout un chacun d'en suivre les grandes lignes,
- **la réalité de certaines constantes qu'il faut garder à l'esprit**, pour mieux comprendre mesures politiques et cas particuliers,
- **la richesse des initiatives**, souvent près de chez soi, mais souvent mal connues,
- **la position de l'Eglise**, dans ses nombreuses composantes, parfois mal relayée par la presse.

Deux objectifs :

- **faire court, mais précis**, de façon à mettre en évidence les faits les plus marquants,
- **pouvoir s'appuyer sur ce que dit l'Eglise**, pour poursuivre son chemin, réflexion personnelle ou action d'engagement.

Comme réponse, une ambition modeste, ce bref aperçu de presse, à l'usage de ceux qui s'interrogent, mais ont peu de temps, et veulent néanmoins être conscients des enjeux du développement et du partage et de la position de l'Eglise.

Ont été dépouillés, de septembre à fin novembre 2008, La Croix, le Figaro, les Echos et le Monde. Pour préciser des citations concernant les positions de l'Eglise, le site officiel Zenit a été consulté ainsi que les revues du CCFD et du Secours catholique.

EN BREF, DURANT LE DERNIER TRIMESTRE 2008,

CRISE ...

Les constats sont à la fois

- **pessimistes sur la situation dans le monde**, où faim et pauvreté sont inégales selon les pays, et sur les conséquences de la crise : baisse de l'aide mondiale publique au développement (- 8%), des investissements privés, de la demande des consommateurs des pays riches, dérèglements des marchés, accentuation des migrations du désespoir...

- **indignés : « la crise de la honte »**. *« Il y aurait plus de dollars débloqués pour garantir les banques que pour aider les pauvres ! »*

- **et, en même temps, provocateurs : la crise peut être le levier d'un changement majeur des comportements**, une occasion de rebondir, une chance à saisir pour un développement respectueux de l'homme et de l'environnement, une prospérité partagée.

Les principales recommandations :

REGULATION, TRANSPARENCE, GOUVERNANCE, PARTAGE

transparence dans les décisions, régulation des marchés financiers et de matières premières, augmentation de l'aide publique au développement, règles équitables, lutte contre les abus financiers, meilleure gouvernance au niveau mondial en donnant la parole aux pays émergents et endettés, multiplication d'initiatives locales, attention constante aux migrants et gestion coordonnée des migrations...

mais, ... rien ou presque dans la presse sur Doha

Malgré la crise, 58 % des Français jugent qu'il faut augmenter les aides publiques au développement

ET PAROLES D'EGLISE ...

« L'efficacité de l'Eglise est dans l'éveil des consciences »

« le refus de la fatalité de la misère »

« la mise en œuvre des droits humains et l'élimination de la pauvreté extrême se renforcent mutuellement »

« L'Eglise met en pratique le principe éthique fondamental de la destination universelle des biens, à l'exemple du Seigneur Jésus, par de multiples initiatives de partage » et demande une nouvelle morale économique, reposant sur la confiance et la transparence.

PLUS PRECISEMENT,

1 – A L'ECHELLE DU MONDE, QUELQUES REPERES

Population du globe : 6,7 milliards ; probablement 9,2 milliards en 2050 ; plus de la moitié vivent en ville. 430 agglomérations comptent plus de 1 million d'habitants ; 20 plus de 10 millions (Tokyo : 36,4 ; Dehli : 26,4 ; Sao Paulo : 21,4 ; Mexico : 21 ; New York et Shanghai : chacune 20,6).

Le fléau de la faim affecte 925 millions de personnes dans le monde, principalement en raison de la flambée des prix alimentaires. Soit donc, *75 millions de plus que l'année précédente*. 89 % des personnes souffrant de la faim vivent en Asie et en Afrique.

Les ménages pauvres consacrent plus de 80 % de leurs revenus à l'alimentation.

19 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère : 3 à 5 millions d'enfants dénutris meurent chaque année alors que, selon Action contre la faim, le traitement d'un enfant malnutri coûte environ 60 dollars par an (Le Monde, 16/10/08).

La « carte des ventres creux » : 21 pays africains et 11 états asiatiques se trouvent dans une situation de crise nécessitant une aide alimentaire. Causes : hausse des prix des céréales, conflits, conditions climatiques. L'indice FAO des prix alimentaires montre une hausse de 12 % en 2006, 24 % en 2007 et pour les 8 premiers mois de 2008 : 50 %.

La crise écologique, en renforçant le poids des facteurs environnementaux (montée des eaux, sécheresse...), risque de devenir un facteur croissant des migrations, le plus souvent internes aux pays concernés (Le Monde 14/10/08).

L'esclavage ; l'Organisation Internationale du Travail (OIT) estime qu'entre 800 000 et 2,4 millions de personnes sont réduites à l'état d'esclaves, exploités à des fins sexuelles ou victimes de trafic d'organes (Le Monde 23/10/08). 137 Etats sont concernés.

Le SIDA : chaque jour 6 000 personnes sont nouvellement infectées (La Croix 10/08/08).

900 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable (la Croix 13/11/08).

2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à des sanitaires : les maladies diarrhéiques tuent 1,8 million de personnes chaque année (Le Monde 20/10/08) dont 5 000 enfants par jour.

2 - ET, PLUS SPECIALEMENT EN L'AFRIQUE

60 % de la population a moins de 25 ans

L'Afrique subsaharienne importe 45% du blé et 84% du riz qu'elle consomme
Dans les 10 dernières années, 20 des 42 états subsahariens ont connu des conflits

Afrique du Sud : compte le plus grand nombre de séropositifs au monde, avec près de 7,6 millions de personnes infectées (officiellement 5,5 millions) sur les 48 millions d'habitants.

Afrique centrale (Cameroun, République du Congo, République Démocratique du Congo, Guinée Equatoriale, Centrafrique) : « *cherche à monnayer sa forêt tropicale* », soit 227 millions d'ha. En contrepartie d'un frein à la déforestation, jugée responsable de 18 % des effets de serre, la communauté internationale s'est engagée à les aider (1ère décision décembre 2007). L'exploitation forestière représente 6% de leur PIB ; 65 millions de personnes en dépendent (Le Monde 02/11/08).

Bénin : le piège des agro carburants, culture encouragée par le président ; à Cotonou, qui n'a pas connu d'émeute de la faim, un programme d'urgence d'appui à la sécurité alimentaire (Puasa) a été doté d'un montant de 9 millions d'€, destiné à soutenir l'achat par les agriculteurs d'engrais et de semences, mais il a été établi sans concertation. Le programme américain, Millenium Challenge Account, comporte deux volets : l'accès des produits du Bénin aux USA et le recensement des terres disponibles au développement de l'agriculture. Une société italienne s'est vue attribuer 2.500km² (surface totale du pays 112 620km²) – (La Croix 15/10/08).

Cameroun : Un Camerounais sur 4 aurait du mal à se nourrir ; le pays importe 90 % de sa consommation de riz ; adoption d'un plan d'urgence pour doubler la production locale (semences distribuées et aides à la filière aviaire) - (La Croix 24 et 25/09/08).

Ethiopie : 'la famine verte'. Selon Oxfam le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire d'urgence a augmenté de 30% : 9,6 millions de personnes (population totale 81 millions) (La Croix 24/09/08 et 15/10/08).

Madagascar accepte de louer 13.000 ha au groupe sud-coréen Daewoo (superficie totale du pays 588.000km²) sans autre contrepartie que leur mise en valeur.

Sénégal : dépendant à 80% des importations alimentaires. Objectif de la **Grande offensive pour l'alimentation, la nourriture et l'abondance (GOANA)** : faire passer à 31 % et 40% le taux de couverture des besoins nationaux : diminution des cultures d'exportation et surfaces rendues à l'agriculture vivrière (+ 141% pour le mil, 136% pour le riz) ; budget de 525 millions d'€, 56% servent à des subventions (semences, engrais, produits phytosanitaires, matériels). Faute de réponse de l'U.E., l'Inde les a fournis - prêt de 20 ans -, en échange de 240.000 ha de terres cultivables : « *L'Europe n'est plus concurrentielle en termes d'aide* » a conclu le Président Wade. (La Croix 25/09/08 et 08/10/08).

3 – FACE A CES SITUATIONS, QUELLES REPONSES ET QUELS EFFORTS ?

○ - Des aides financières en baisse

La FAO martèle depuis des années qu'il faudrait 30 milliards d'€ pour résoudre le problème de la faim, 21,8 milliards d'€ pour assurer la sécurité alimentaire, 150 milliards de dollars pour garantir la santé et la subsistance d'1 milliard d'hommes (le Monde 18/10/08 - La Croix 15/10/08).

L'aide de la communauté internationale a diminué de 8,4% en 2007 par rapport à 2006, après une baisse de 5,1% entre 2005 et 2006, elle est tombée à son niveau le plus bas depuis 40 ans, ne permettant de traiter que 5 % de la malnutrition sévère.

L'aide publique au développement (APD) des 23 pays de l'OCDE a atteint 103,7 milliards de dollars, soit 79,9 milliards d'€ - soit une baisse de 4% par rapport à 2006. Ces pays s'étaient engagés à consacrer 0,7% de leur revenu national brut. 5 pays ont fait plus (Norvège, Suède, Luxembourg, Pays bas Danemark). L'aide de la France est passée de 0,47% en 2006 à 0,39% en 2007. Le taux pour les USA est de 0,16% et pour le Japon 0,17%.

Difficile d'avoir une vue d'ensemble car s'ajoute un ensemble d'aides ponctuelles et des effacements de dettes. Exemples :

- 15 millions d'€ supplémentaires d'aide alimentaire d'urgence débloqués par l'U.E. pour les 5 pays de la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Somalie, Kenya, Ouganda et Djibouti), soit 10 millions de personnes ;
- 320 000 € : le montant de l'action de solidarité lancée au Burkina Faso par l'OCADES (Organisation catholique pour le développement et la solidarité Caritas Burkina, l'ONG CRS (Catholic Relief Services) ;
- la France a effacé 25 milliards de francs CFA (38 millions d'€) des dettes de la République centrafricaine, (Club de Paris) ce qui lui permet d'accéder à de nouveaux prêts.

○○ - Des actions de régulation des marchés (agricoles et matières premières) et des mesures pour aider à la réduction de la volatilité des prix

Pour mémoire, la monnaie chilienne a perdu 30 % de sa valeur en 5 mois, la monnaie brésilienne autant en deux semaines alors que le **prix du soja** à l'exportation a baissé, passant de 600 à 340 dollars la tonne en trois mois (La Croix 17/10/08).

Les Nations Unies réorientent leur politique d'achat des produits agricoles vers les pays pauvres (PAM - programme alimentaire mondial -) : plutôt que de puiser dans les stocks des pays riches, les Nations Unies prévoient de se fournir auprès des agriculteurs des pays pauvres (objectif : achats agricoles à des petits exploitants locaux d'Afrique et d'Asie prévus entre 3,6 et 4,4 milliards d'€, à comparer aux 2 milliards d'€ en 2007) (Le Monde 16/10/08).

Le fond « Barroso » de l'Union Européenne, d'un montant de 1 milliard d'€, a été adopté et sera alimenté par des fonds inemployés de la PAC.

○○○ - Des programmes sanitaires

- pour **la diminution de la mortalité infantile**, profondément inégale selon les pays (le Monde 15/10/08).

- **l'OMS propose 4 types de réformes** : couverture universelle (Thaïlande avec réduction significative de la mortalité infantile), réforme des prestations de service (équipes de santé familiales au Brésil), politiques publiques actives et coordonnées (Cuba) et politiques d'impulsion avec coordination accrue entre service et accroissement des efforts de recherches (Nouvelle Zélande) - (Le Monde 15/10/08).

4 - QU'EN PENSENT LES CITOYENS, MILITANTS ET RESPONSABLES ?

Malgré la crise, 58 % des Français jugent que les pays riches doivent augmenter leur aide financière aux pays pauvres. 69 % jugent que « la production agricole mondiale est suffisante mais mal « répartie » (La Croix 15/10/08), alors même que le gouvernement, dans une lettre adressée à ses ambassadeurs, envisageait de couper les financements d'au moins 50 projets en Afrique sub-saharienne et même, pour l'Afrique de l'Ouest (- 49 millions). (Le Monde - source Oxfam).

Des ONG rappellent à l'Europe ses responsabilités avec comme buts : défense des droits de l'homme, gouvernance mondiale, rééquilibrage des échanges économiques, des aides plus efficaces, aide à la résolution des conflits locaux, lutte contre la corruption combat contre le changement climatique, respect de l'agriculture du Sud, aide à l'emploi des jeunes dans leur pays. (La Croix 24/09 - 31/10/08) J.Rousseau, président d'Emmaüs international.

Au cours du dernier trimestre se sont exprimés dans des institutions et dans la presse sur les sujets du développement : K. Dervis, administrateur du PNUD ; A. Wade, président du Sénégal ; le gouverneur de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest ; S. Urbiztondo, Fondation de recherches économiques latino-américaine ; Yash Tendon, Centre Sud (Genève) ; le président de l'Institut Emergence à Dakar ; Yi Xianrong Académie des sciences sociales (Chine) ; P. Collier, professeur d'économie (Oxford) ; Daniel Verger, Secours catholique ; J.Diouf, FAO ; P.Chalmin, professeur d'économie ; M Camdessus, ancien président du FMI ; B.Chenu ; E. Brand, ATD Quart Monde ; Barbara A. Hogan, ministre de la Santé en Afrique du Sud ;

F.Villeroy de Galhau, dirigeant d'entreprise ; A. Malafosse, CCFD Terre solidaire ; Th Aimonnier, dirigeant ; B. Perret, économiste ; G. Marc, ancien président du CCFD ; J.Pain ; B. Frappat ...

- Leurs craintes : l'impact financier, économique et humain de la crise

« la crise risque d'aggraver la situation alimentaire »

« la situation en Afrique est explosive » ; « la lutte contre la pauvreté n'est pas une question d'argent mais d'extrême gouvernance, d'engagement, de bon sens [...] »

« l'inégalité économique va devenir un cauchemar ».

« l'effondrement de la demande de matières premières et de produits manufacturés, conduit à une détérioration des termes de l'échange »

« les cultures d'agro carburants et d'aliments pour le bétail européen « détournent » les terres du Sud ».

« la diminution de l'aide en provenance des pays riches ».

« l'accroissement des problèmes de financement et de liquidité, car les pays émergents dépendent pour leurs crédits du marché interbancaire des pays riches ».

« la Chine et les pays du Golfe achètent des terres dans les pays en développement pour sécuriser certains de leurs approvisionnements agricoles ».

« la progression des restrictions au droit d'asile se fait au mépris des obligations prévues ».

« la crise de la honte », « garantir les banques ou aider les pauvres ? »

A comparer :

- les 2 000 milliards de dollars réunis en quelques jours pour éventuellement garantir des banques, 1 200 milliards (965 millions d'€) pour l'ensemble des budgets de défense, ou encore le budget de la PAC européenne : 53 milliards d'€ (la France en reçoit 10).
- l'Europe a mobilisé 1 700 milliards en une semaine, le coût de l'éradication de la faim s'élèverait à 5 milliards d'euros par an pendant 30 ans, soit 150 milliards d'€ (Les Echos 31/10/08)

- Leurs recommandations :

○ - Assurer l'indépendance alimentaire

« l'agriculture familiale est la seule manière de lutter contre la faim dans le monde »

« les pays du Sud doivent avoir une politique agricole ». Les causes : des récoltes agricoles déficitaires mais aussi une mauvaise gouvernance à l'origine des émeutes de la faim. Objectif : garantir les prix au producteur (Croire 09/08).

« il faut soutenir les petits paysans, encourager et valoriser les savoir-faire locaux et communautaires, intensifier la recherche ».

« ériger le rempart de l'agriculture familiale » : « Agir pour la sécurité alimentaire nécessite d'adopter une méthode globale : technique, approvisionnement, commercialisation, transports, accès au micro crédit, formations, organisations paysannes et communautaires ».

○ ○ - Mettre en place une réelle gouvernance, locale et mondiale

- **une nouvelle géographie de la décision**, « en se débarrassant du système actuel de contrôle mondial centralisé et se concentrer sur l'échelon régional » (La Croix 3 11) et en adoptant des règles de transparence internationale (revenus des industries extractives).

- « **sans règle mondiale, nous n'arriverons à rien** : au sein du FMI, « il faut reconnaître l'importance croissante des pays émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil » (La Croix 13/10/08).

- « **la recherche de plus de croissance n'est pas LA solution** ; de quel droit pouvons nous imposer aux très pauvres des projets que nous n'avons pas réfléchis avec eux ? »

- « **dépasser les conséquences de plusieurs siècles de relations internationales marquées par la dépendance du Sud vis-à-vis du Nord...** les populations du Sud ont intégré l'idée qu'ils ne pourront améliorer leur situation qu'en recevant des techniques et des subsides... Il a fallu du temps pour qu'ils acceptent que nous ne soyons pas venus comme des techniciens ou des bailleurs de fonds mais comme des catalyseurs des énergies qu'ils avaient en eux ».

- « **rechercher un pouvoir économique plus stable et plus juste qui suppose 3 progrès difficiles** : une forte coopération internationale, une démocratie active, une double éthique, de la solidarité (face aux excès de rémunération) et de la finalité pour que l'économie reste au service de l'homme ».

- « **donner au mot économie un sens en accord avec celui du verbe économiser** » : utiliser les ressources rares de la planète de manière parcimonieuse, c'est conduire à refonder vraiment le capitalisme.

- « **puiser le cas échéant dans le « nécessaire » pour la solidarité, une exigence logique** »

- « **élaborer des règles équitables et transparentes à l'endettement international en protégeant les dépenses vitales des pays pauvres** » (La Croix 28/10/08)

○ ○ ○ - Gérer les migrations

Diminuer l'immigration illégale au profit d'une immigration accompagnée. L'objectif : signer des accords entre l'Europe et des pays pour une immigration concertée : l'accueil des ressortissants en situation irrégulière et revenus au pays, en échange une aide au codéveloppement. Des conventions ont été signées Cap vert, Sénégal, Gabon, Congo Brazzaville, Bénin, Tunisie, île Maurice. Au Mali, **le CIGEM** (Centre d'information et de gestion des migrations du Mali) est un guichet d'information et d'orientation unique pour les migrants, potentiels, de retour ou résidant à l'étranger. Sa mission, financée à 100% par l'U.E., c'est aussi d'encourager les investissements effectués par les Maliens de l'étranger (200 000 en Europe dont 80 à 100 000 en France) dans leur région (en fait, du codéveloppement).

« Des ponts, pas des murs ». C'est une position, très contestée, par des associations qui refusent aussi le « pillage des cerveaux ».

5 – PRES DE CHEZ NOUS, INITIATIVES ET EXPERIENCES

Catho de Lyon	forme des techniciens de laboratoire au Mali (La Croix 27/10/08)
Cimade	en faveur des droits des étrangers ; agir et témoigner
Coline en ré	les recettes des concerts sont reversées à la Chaîne de l'Espoir
Ecosolies	entrepreneurs sociaux, cadre coopératif, au service de l'homme www.ecosolies
Fraternité vivante : un réseau au service des paysans africains rassemblement de Réseau Foi et Justice, Afrique/Europe, Réseau peuples solidaires, AEFJN	pour soutenir les paysans du Burkina-Faso produisant du coton, menacés par les subventions accordées par les gouvernements américains et européens à leurs propres paysans. Même chose pour le lait au Burkina
l'ADIE et le Microcrédit	« la banque des pauvres veut doubler ses activités d'ici à 2010 Babyloan et Fonds commun de placement de partage Faim et développement
MCCC	replacer l'homme au cœur www.mc.asso.fr conseil : privilégier l'épargne solidaire
le MIAMSI (mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants), né en 1963)	promeut « une dynamique mondiale d'apostolat pour l'édification monde plus humain et plus conforme au projet de Dieu », en s'appuyant sur la doctrine sociale de l'Eglise
Secours catholique	la règle des trois A : l'aide, l'analyse des situations, l'appui
Solidarité laïque	au Bénin, un cartable solidaire pour les écoliers
TDS tourisme et développement solidaire	promouvoir et partager des rencontres interculturelles sur un mode solidaire et équitable

6 – PAROLES D' EGLISE

extraites des discours de Benoît XVI, de Mgr A. Marchetto (conseil pontifical pour la pastorale des migrants), Mgr C. Migliore (observateur permanent du Saint Siège à l'ONU), le P. G. Kerhuel, le cardinal Vingt-Trois, le cardinal Tauran à l'ONU.

○ « L'efficacité de l'Eglise est dans l'éveil des consciences »

« croire que notre tâche d'homme est possible en retrouvant le lien très profond qui existe entre elle et la venue du Christ ».

« l'Eglise a la compétence pour aider nos concitoyens à vivre humainement dans ce contexte économique de crise ».

« Viens, Seigneur ! Viens à ta manière, selon les manières que tu connais. Viens où il y a de l'injustice et de la violence. Viens dans les camps de réfugiés, au Darfour, au Nord-Kivu, dans de si nombreuses parties du monde. Viens où règne la drogue. Viens également parmi ces riches qui t'ont oublié, qui vivent seulement pour eux-mêmes. Viens là où tu n'es pas connu. Viens à ta manière et renouvelle le monde d'aujourd'hui ». (prière de Benoît XVI)

« *en invitant à l'intériorité, à l'harmonie entre soi-même, les autres et la création, les religions donnent un sens à l'aventure humaine* ».

« *l'avenir sera construit sur les droits humains* ».

« *les migrations ne devraient pas être la seule option qui reste aux personnes pour trouver du travail* ».

« *faire de la migration un choix plutôt qu'une nécessité* » ou encore « *le droit à ne pas émigrer* ».

« *les migrants ne sont pas un problème, mais un don pour nos sociétés* ».

« *le juste traitement des immigrés et la construction d'une solidarité du travail exigent la coopération des gouvernements, des agences humanitaires, des croyants, des citoyens, menée avec prudence et détermination* ».

« *la mise en œuvre des droits humains et l'élimination de la pauvreté extrême se renforcent mutuellement* ».

○ ○ **La crise : « refuser la fatalité de la misère »**

Le Vatican demande un nouveau pacte pour refonder le système financier international, juste avant la conférence des N.U. de Doha qui doit réviser les mesures d'aide aux pays du Sud. Il rappelle la crise alimentaire et la crise énergétique qui ont touché les pays du Sud, s'attaque aux marchés financiers offshore et suggère l'utilisation d'instruments comme le micro crédit, la mobilisation des ressources des émigrés, la taxe sur le commerce des armes, les fonds éthiques...

Les évêques européens : « *La crise financière révèle plus profondément une crise spirituelle et un ordre erroné des valeurs* ».

Radio Vatican pose la question : « Pourquoi est-il possible de trouver des fonds importants pour subventionner un système financier en difficulté alors qu'il semble impossible de trouver des ressources bien moins importantes pour aider au développement des régions du monde les plus défavorisées ? ».

L'Académie pontificale des sciences sociales : l'Eglise condamne fortement le dérèglement des marchés financiers » et, rappelant les termes du compendium de la doctrine sociale, souligne une fois de plus que « *l'économie n'est pas la fin de l'homme* ». encyclique de Jean-Paul II . (La Croix 06/10/08)

Benoît XVI à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère, demande qu'une grande attention soit accordée aux personnes et aux familles les plus faibles de la société et plaide pour la préservation de leur dignité et pour une société plus juste : « *Des millions d'enfants n'ont pas accès [...] aux moyens nécessaires à un avenir meilleur pour eux et leurs communautés* ».

○ ○ ○ **Une exigence sans compromis : la dignité de l'homme**

L'observateur permanent du Saint Siège à l'ONU, Mgr Migliore : « *il faut encourager les Africains à être les acteurs de leur développement...* ».

L'Université pontificale grégorienne : « *le bien commun et le bien de la personne sont [...] dépendants spécialement si l'on considère que la solidarité devient un principe social et une vertu morale de la personne* ».

Le Conseil Pontifical Justice et paix rappelle l'option préférentielle de l'Eglise pour les pauvres.

Dans un message à la FAO, le Pape met en cause « *la course à la consommation, le manque de volonté politique, la spéculation effrénée, la corruption, la culture contemporaine qui privilégie la course aux biens matériels* ». Il demande que soit redécouvert le sens de la personne humaine dans sa dimension individuelle et communautaire et pousse « *à l'engagement pour la promotion d'une justice sociale effective dans les relations entre les peuples* ».

A la rencontre nationale des délégués diocésains à la solidarité, le cardinal P.J. Cordes, président de Cor Unum, a rappelé la première encyclique de Benoît XVI « *Dieu est amour* » et a invité à regarder le « *visage* » des pauvres « *avec le cœur* » : « *les pauvres sont au centre de l'Evangile et de la préoccupation des mouvements caritatifs de l'Eglise* ». (zenit.org)

« **la journée mondiale du migrant et du réfugié (18 janvier 2009) doit être pour tous un encouragement à vivre pleinement l'amour fraternel sans distinction de genre et sans discrimination [...]** ». (La Croix 09/10/08)

Le cardinal Tauran : le bien commun doit être recherché « *sur un socle de valeurs commune à tous, croyants ou non [...] sacralité de la vie, dignité de la personne humaine, respect de la liberté de conscience et de religion, attachement à la liberté responsable, accueil des opinions dans leur diversité, juste usage de la raison, appréciation de la vie démocratique, attention aux ressources naturelles* ».

○○○○ - Et en France

Eglise de Lille n° 17 : « **Ne soyez inquiets de rien, mais en toutes circonstances, dans l'action de grâce, priez et suppliez pour faire connaître à Dieu vos demandes** ». L'Evêque auxiliaire de Lille, Mgr Delannoy, a tenu à rappeler que l'Eglise n'a cessé à travers son enseignement social de mettre en garde contre les risques d'une spéculation excessive ; il incite à vivre dans la confiance « *sans insouciance ni naïveté* ».

L'Eglise de France analyse les mutations de l'agriculture : « *le défi majeur est de concilier la modernisation avec une activité économique rémunératrice, le respect de l'environnement, la mission de bien nourrir la population et la gestion de l'espace rural* ». (La Croix 30/09/08).

Le Conseil pour les questions familiales et sociales de la conférence des Evêques de France (La Croix 09/10/08) : « *nos sociétés sont ébranlées et comme toujours en pareil cas, les plus pauvres sont les premières et bien innocentes victimes [...]. Il est essentiel que les mesures préconisées se donnent une autre fin que le seul maintien d'un système financier qui a révélé ses faiblesses [...]. Ceci ne pourra se faire sans une coopération entre les Etats, sans la mise en place d'institutions nationales et internationales [...], sans se donner les moyens de réorienter nos économies pour qu'elles soient au service des personnes et non du seul profit. Ceci suppose une réflexion éthique et un engagement [...]. La crise actuelle peut être l'occasion de resserrer notre lien social. [...] quand le souci de l'homme, de tout l'homme et de tous les hommes, redevient prioritaire, la confiance renaît* ».

Le Cardinal Vingt Trois et les évêques forment un groupe de travail sur les nouvelles pauvretés (13/09/08) : à propos des immigrés, « *nous voulons que notre pays contribue de manière significative et durable au développement de leurs pays d'origine et à leur assainissement politique, de façon qu'ils puissent retrouver leurs familles quand ils le souhaiteront* ».

« *l'Église a la compétence pour aider nos concitoyens à vivre humainement dans ce contexte économique de crise ; nous devons assumer notre responsabilité dans le partage du travail et du développement avec les autres peuples. La France, comme l'Europe industrialisée, doit affronter cette réalité ou voir sa prospérité se dissoudre inéluctablement* ».

7 - A lire ou relire ...

A qui profite le développement durable ?	S. Brunel , Ed. Larousse, 157 p
Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine l'Histoire Africaine	sous la direction de Adame Ba Konaré , Préface d'Elikia M'Bokolo ; Editions "La Découverte" ; octobre 2008 ; 348 pages
Vers une justice de l'Évangile : introduction à la pensée sociale de l'Église catholique	Pierre de Charentenay Paris : Desclée de Brouwer, . 2008
rapport annuel mondial sur le système économiques et les stratégies	IFRI

Une question d'actualité : la location ou la vente des terres par des pays pauvres à des pays développés n'est-elle pas une nouvelle colonisation ? Pas forcément ! ce qui est positif : nouveaux emplois, nouveaux capitaux ; mais à plusieurs conditions, principalement la transformation des produits sur place et contrôle de la mise en valeur pour éviter l'épuisement.

Quelques définitions

« **Pauvre** » ? Un individu ou un ménage est considéré comme pauvre quand son niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil était habituellement fixé à 50 % du niveau de vie médian en France (un organisme européen, Eurostat privilégie le seuil de 60 %). Suivant que l'on se réfère à l'un ou l'autre des seuils, 5 ou 8 millions de Français sont considérés comme pauvres (Observatoire des inégalités).

Objectifs du millénaire fixés par l'ONU en 2000 : « *éliminer l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité de enfants de moins de 5 ans, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH, le paludisme, assurer un environnement durable, mettre en place un partenariat mondial de développement* ».

Pays pauvres très endettés : (PPTE).

Pays les moins avancés (PMA) reconnus depuis 1971 : 49 pays qui doivent faire face à des facteurs structurels très défavorables.

G 77 : groupe de pays en développement destiné à défendre leurs intérêts, créé en 1964.

IDH : indice de développement humain (source le PNUD).